

Usine à gaz au Lignon: le Conseil d'Etat gèle le projet

ÉNERGIE

Le gouvernement a rayé du budget des Services Industriels les 22 millions prévus pour le début des travaux.

ANTOINE GROSJEAN

Le projet de centrale à gaz des Services Industriels de Genève (SIG) paraît de plus en plus compromis. Après le nombre croissant d'oppositions politiques, après la défection des autorités de Vernier, voici que le Conseil d'Etat lui-même semble prendre ses distances. Comme l'indique *Le Temps* d'hier, le gouvernement cantonal a supprimé 22 millions au budget 2010 des SIG, somme correspondant aux investissements prévus pour lancer les travaux de la centrale chaleur-force du Lignon. «Constatant les nombreuses oppositions à ce projet et la forte probabilité qu'un recours soit déposé [...], le

Conseil d'Etat a considéré que les chances que ce projet puisse effectivement débiter en 2010 étaient nulles», est-il précisé en préambule au projet de loi sur le budget des SIG, qui devra encore être voté par le Grand Conseil.

«Le projet va de l'avant»

«Au vu des développements de ces derniers mois, la probabilité que les 22 millions soient dépensés en 2010 est très faible», confirme le directeur général des SIG, André Hurter. «Le principe de réalité veut que dans le budget ne figurent que les montants réalistes. Mais cela ne ralentit en rien les travaux de planification pour la suite du projet.»

Cité par *Le Temps*, le conseiller d'Etat en charge des Constructions, Mark Muller, reconnaît que les risques d'opposition n'empêchent d'ordinaire pas l'Exécutif d'investir. Mais d'après le magistrat, le gouvernement s'est rallié à certains arguments des opposants à la centrale. Par exemple sur le fait

«Cela ne ralentit en rien les travaux de planification pour la suite du projet»

ANDRÉ HURTER

que ce projet est contraire au plan directeur de Vernier, approuvé par le canton, qui prévoit dans cette zone du logement et des emplois tertiaires à forte densité. Les autorités cantonales ne sont pas non plus restées insensibles aux doléances de la commune, qui se plaint d'hériter de toutes les nuisances du canton (pétroliers, Ikea, centrale à gaz, etc.). Mark Muller a justement rencontré en octobre le Conseil administratif verniolan à ce sujet. Ce dernier, sur pression du Conseil municipal, avait transformé cet été son préavis positif en préavis négatif.



Projet de l'usine à gaz au Lignon. Après le nombre croissant d'oppositions politiques, après la défection des autorités de Vernier, voici que le Conseil d'Etat lui-même semble prendre ses distances. (DR)

Le projet est-il condamné pour autant? Selon Mark Muller, l'Exécutif est pour l'instant favorable à la centrale. Mais le Conseil d'Etat qui sortira des urnes le 15 novembre le sera-t-il encore?

Formellement, le soutien gouvernemental n'est pas indispensable aux SIG. Mais ceux-ci persévéreront-ils, alors que leurs appuis politiques sont de plus en plus ténus?

Les autorités de Vernier se félicitent que leurs doléances aient été entendues: «J'encourage le gouvernement qui sera élu à vraiment se mettre au travail pour développer toutes les solutions alternatives», glisse le conseiller administratif Yvan Rochat, en charge de l'Aménagement. «Nous devons rester vigilants.»

Le directeur



André Hurter. «La probabilité que les 22 millions soient dépensés en 2010 est très faible.» (P. ABENSUR)